

Les synthèses de l'Auran

A L'IMAGE DE 2016, LA MÉTROPOLE NANTAISE BÉNÉFICIE D'UNE ÉCONOMIE FLORISSANTE AU DERNIER TRIMESTRE

BAROMÈTRE CONJONCTURE EMPLOI #3

L'année 2016 s'achève en beauté, avec un 4^{ème} trimestre porteur dans la métropole nantaise et sa zone d'emploi. La progression de l'emploi salarié dans le secteur concurrentiel, portée notamment par le tertiaire productif, indique une embellie désormais durablement installée. L'emploi intérimaire a aussi largement contribué à cette dynamique tout au long de l'année, même si l'on peut constater un léger ralentissement sur les derniers mois. Par ailleurs, le taux de chômage dans la zone d'emploi de Nantes est toujours parmi les moins élevés de France et retourne sous le seuil des 8 % au dernier trimestre 2016, situation qui ne s'était pas présentée depuis 2012. En corollaire, le nombre de demandeurs d'emplois inscrits à Pôle emploi diminue encore sensiblement au dernier trimestre 2016, notamment chez les jeunes. Fait nouveau en 2016, l'embellie profite au second semestre aux demandeurs d'emploi de longue durée. Il convient néanmoins de nuancer ce portrait et de rester vigilant sur deux facteurs : les personnes alternant activité et chômage sont plus nombreuses qu'en 2015 et un plus grand nombre de demandeurs d'emploi a pu bénéficier de formations à la fin de l'année 2016, notamment avec le « Plan 500 000 ». Celui-ci a mécaniquement réduit la demande d'emploi de catégorie A. Toutefois, les perspectives d'embauches ont été plus élevées qu'en 2015 sur l'ensemble de l'année, et le dernier trimestre n'y fait pas exception. Autres indicateurs de santé du tissu économique local, les procédures collectives et plus particulièrement les défaillances ont été nettement moins nombreuses en 2016. La capacité des entreprises à s'acquitter de leurs cotisations sociales s'est également améliorée. Les perspectives et les dynamiques positives ne manquent donc pas sur la métropole nantaise. Néanmoins, l'accompagnement renforcé des personnes éloignées de l'emploi, et plus largement des actifs dans la gestion de leurs compétences est l'enjeu de demain pour que ce développement profite aux habitants du territoire.

Chiffres clés

+2,5 % d'emploi salarié privé à Nantes Métropole (+1,2 % en France) au 4^{ème} trimestre 2016 (par rapport au T4 2015)

+8,6 % d'emploi intérimaire à Nantes Métropole au 4^{ème} trimestre 2016 (par rapport au T4 2015)

7,8 % de taux de chômage dans la zone d'emploi de Nantes (9,7 % en France) au T4 2016, et une tendance à la baisse par rapport à 2015

33 985 demandeurs d'emplois en fin de mois (DEFM) de catégorie A enregistrés à Pôle emploi à Nantes Métropole, en baisse de **7,3 %** (-3 % en France) au T4 2016 (par rapport au T4 2015)

-18,7 % de DEFM A de moins de 25 ans, **-1,9 %** de séniors de 50 ans et plus, **-8,4 %** de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis 1 an et plus) à Nantes Métropole au T4 2016

-3,5 % de DEFM de catégories A, B et C (qui comprennent les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite au cours du mois) à Nantes Métropole (-0,1 % en France) au T4 2016 (par rapport à la même période en 2015)

UN TRAVAIL D'OBSERVATION DE L'EMPLOI ET DE L'ACTIVITÉ À L'ÉCHELLE LA MÉTROPOLE NANTAISE

UNE DÉMARCHE PARTENARIALE

L'observatoire, à travers son groupe partenarial, permet de porter à connaissance des élus métropolitains et des acteurs économiques, de l'emploi et de la formation des éléments de diagnostic partagé sur la situation économique de la métropole nantaise, les mécanismes du marché du travail local et les dispositifs de soutien à l'emploi. C'est ainsi un lieu d'échange technique au service des enjeux territoriaux et un outil de mutualisation des compétences de ses partenaires.

Nantes Métropole et l'Agence d'urbanisme de la région nantaise (Auran) assurent l'animation du dispositif et la réalisation des contenus avec l'appui des membres du groupe technique partenarial.

Les travaux de l'observatoire sont l'expression des collaborations et des partenariats entre :

- l'Agence d'urbanisme de la région nantaise (Auran)
- l'Agence régionale des Pays de la Loire et l'Observatoire régional économique et social des Pays de la Loire (ORES)
- la Banque de France des Pays de la Loire
- la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes Saint-Nazaire (CCI)
- la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Pays de la Loire (CMAR)
- la Chambre Régionale d'Économie Sociale et Solidaire des Pays de la Loire (CRESS)
- la Conférence des grandes Écoles
- le Conseil Départemental de Loire-Atlantique
- la Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence de la Consommation du Travail et de l'Emploi des Pays de la Loire (DIRECCTE)
- l'Insee
- l'École de la Deuxième Chance de l'estuaire de la Loire
- la Maison de l'emploi de la métropole nantaise
- la Mission locale Nantes Métropole
- Nantes Métropole
- Nantes Saint-Nazaire Développement
- l'Observatoire Régional des Compétences Industrielles des Pays de la Loire (ORCI)
- le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la métropole nantaise (PLIE)
- Pôle emploi Pays de la Loire
- la Région des Pays de la Loire
- le Rectorat de l'Académie de Nantes
- le Tribunal de commerce de Nantes
- l'Université de Nantes
- l'Urssaf des Pays de la Loire

UN DOCUMENT SYNTHÉTIQUE POUR TÉMOIGNER DE LA CONJONCTURE SUR LA MÉTROPOLE NANTAISE

Cette publication de données de conjoncture présente une vision synthétique et régulière du marché du travail et de la vie économique du territoire de la métropole nantaise. Sa récurrence est trimestrielle et **le document présente les dernières données disponibles au moment de son élaboration.**

Cette étude recouvre plusieurs périmètres géographiques pour décrire la situation économique nantaise, selon la disponibilité des données ou la pertinence des périmètres : Nantes Métropole (Nantes et les 23 communes qui composent l'intercommunalité), la zone d'emploi de Nantes (périmètre statistique au sein duquel 3 emplois sur 4 se localisent à Nantes Métropole), et le périmètre d'intervention du tribunal de commerce de Nantes. Pour la plupart des indicateurs, le département de la Loire-Atlantique, la région des Pays de la Loire et l'ensemble du territoire français sont également présentés, comme territoires de comparaison.

Ce document s'appuie sur une sélection d'indicateurs, alimentés par les établissements producteurs de données publiques et par les partenaires de l'observatoire. Cette publication a été construite avec le soutien des membres du groupe de travail intégrant l'ensemble des partenaires, que nous remercions pour leurs précieuses contributions.

EMPLOI DANS LE SECTEUR PRIVÉ

AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2016, LES TERRITOIRES DU RESTE DE L'AIRE URBAINE CONNAISSENT UNE ÉVOLUTION PLUS FAVORABLE DE L'EMPLOI QUE LA MÉTROPOLE NANTAISE

A l'image de l'année 2016, l'emploi salarié du secteur privé est au beau fixe au cours du dernier trimestre, dans la métropole nantaise et les territoires ligériens, ainsi que dans une grande partie de la France métropolitaine. L'embellie nationale observée depuis la fin de l'année 2015 s'est ainsi poursuivie en 2016.

Au 4^{ème} trimestre 2016, la métropole nantaise profite encore d'une forte dynamique d'emploi, avec +2,5 % par rapport à 2015. Fait nouveau, ce phénomène est partagé, et ce plus fortement encore ce trimestre (ce qui n'était pas le cas précédemment), dans les autres territoires environnants en Loire-Atlantique.

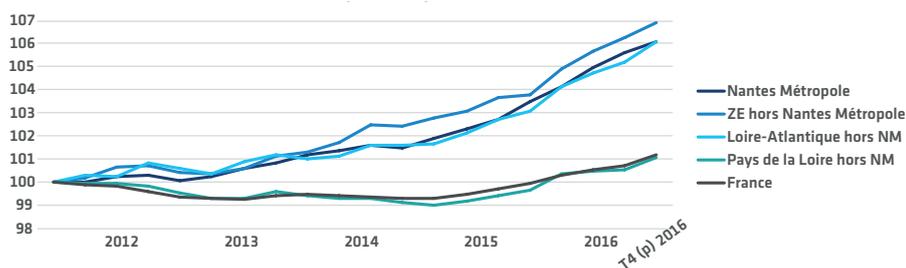
Au niveau national, la géographie du développement de l'emploi salarié reste inchangée au dernier trimestre 2016, avec une façade atlantique et méditerranéenne très dynamique, tandis que le quart Nord-Est connaît une évolution plutôt défavorable, excepté en Alsace et dans la région lilloise.

L'emploi salarié privé (données CVS)

	Effectifs au T4 2016 31/12/2016	Évolution trimestrielle (en %)	Évolution trimestrielle (en effectifs)	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)
Nantes Métropole	262 930	+ 0,5 %	+ 1 231	+ 2,5%	+ 6 500
Zone d'emploi de Nantes	350 046	+ 0,5 %	+ 1 755	+ 2,6%	+ 9 014
ZE hors Nantes Métropole	87 116	+ 0,6 %	+ 523	+ 3,0%	+ 2 513
Loire-Atlantique	424 700	+ 0,6 %	+ 2 637	+ 2,7%	+ 11 094
Loire-Atlantique hors Nantes Métropole	161 770	+ 0,9 %	+ 1 405	+ 2,9%	+ 4 593
Pays de la Loire	1 023 847	+ 0,5 %	+ 5 333	+ 1,7%	+ 17 207
Pays de la Loire hors Nantes Métropole	760 917	+ 0,5 %	+ 4 101	+ 1,4%	+ 10 706
France	18 098 700	+ 0,4 %	+ 80 947	+ 1,2%	+ 222 644

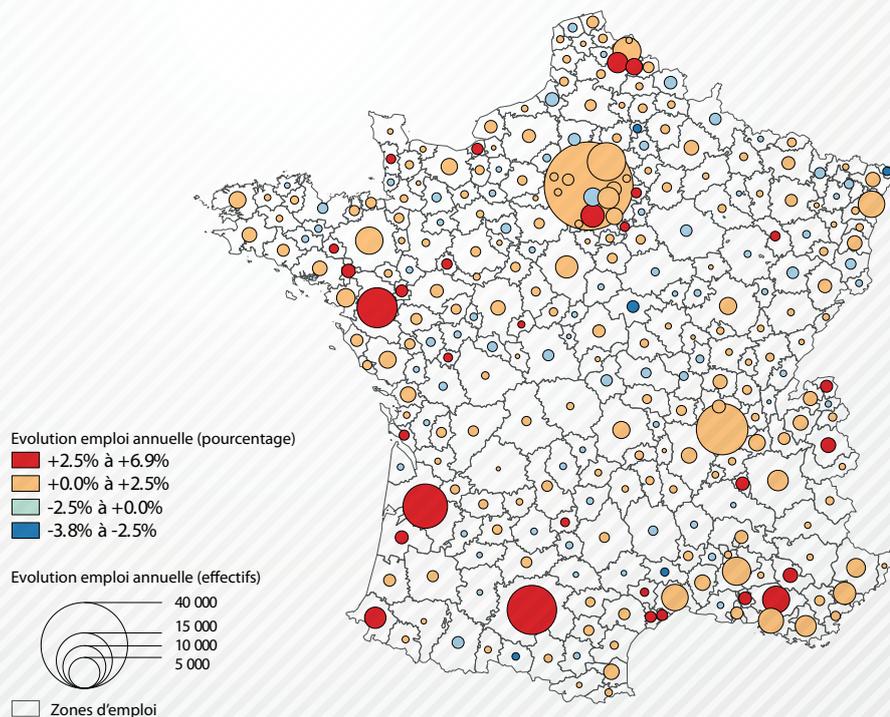
source : Acoiss Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données CVS provisoires

Évolution de l'emploi salarié privé (base 100 au T1 2012, données CVS)



source : Acoiss Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données CVS provisoires

Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans les zones d'emploi françaises (données CVS au T4 2016, par rapport au T4 2015)



UNE FORTE DYNAMIQUE DE L'EMPLOI PRODUCTIF DANS LA METROPOLE NANTAISE, MAIS L'INTERIM SE STABILISE PAR RAPPORT AU T3 2016

L'emploi salarié privé est plus dynamique au dernier trimestre 2016 qu'il ne l'était au T4 2015, tant sur la sphère productive (stabilité de l'industrie et dynamisme dans les transports, la logistique et le tertiaire productif), que sur l'emploi présentiel (forte hausse dans l'hôtellerie, café, restauration et progressions plus timides dans le BTP et dans l'administration publique, l'enseignement et la santé).

On constate néanmoins sur l'ensemble de l'année un recul des emplois dans le secteur de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement, un peu moins marqué dans la métropole nantaise qu'au niveau national. L'emploi salarié privé s'est également contracté dans les activités récréatives et artistiques, tant sur la métropole que dans les territoires ligériens, alors que pourtant ce secteur progresse dans le reste de la France.

L'intérim est encore sur une évolution positive plus forte au T4 2016 qu'au T4 2015 mais moindre qu'au 3^{ème} trimestre 2016, dans l'industrie et dans la construction. Les secteurs des services, commerce et transport-logistique sont toutefois encore très dynamiques.

L'emploi salarié privé par secteur d'activités (données brutes)

	Nantes Métropole Effectifs au T4 2016 31/12/2016	Évolution annuelle (en %)	Poids dans la zone d'emploi de Nantes	ZE de Nantes Évolution annuelle (en %)	Pays de la Loire Évolution annuelle (en %)	France Évolution annuelle (en %)
Emploi salarié privé total (cvs)	262 930	+ 2,5 %	75,1 %	+ 2,7 %	+ 1,7 %	+ 1,2 %
Industrie manufacturière	22 843	+ 0,2 %	48,8 %	+ 1,6 %	+ 0,5 %	-0,6 %
Eau - énergie - déchets	5 334	-0,5 %	82,9 %	-0,7 %	-1,3 %	-1,0 %
Construction	16 660	+ 1,0 %	60,4 %	+ 1,1 %	-0,6 %	-0,2 %
Commerce	38 996	+ 0,3 %	71,6 %	+ 0,9 %	+ 0,3 %	+ 0,9 %
Transport - logistique	22 159	+ 4,7 %	78,4 %	+ 3,9 %	+ 2,7 %	+ 0,6 %
Hébergement, restauration	11 158	+ 8,4 %	82,4 %	+ 7,9 %	+ 4,2 %	+ 3,5 %
Information, communication	23 135	+ 5,6 %	96,8 %	+ 5,6 %	+ 4,1 %	+ 1,9 %
Finance, assurance, activités immobilières	19 350	+ 0,9 %	92,2 %	+ 0,7 %	+ 0,8 %	+ 0,1 %
Activités spécialisées, scientifiques, techniques	26 765	+ 4,7 %	89,1 %	+ 4,5 %	+ 3,5 %	+ 2,4 %
Services administratifs, de soutien	30 657	+ 4,1 %	78,0 %	+ 5,6 %	+ 6,4 %	+ 4,4 %
- dont intérim	11 649	+ 8,6 %	73,9 %	+ 11,3 %	+ 11,5 %	+ 9,4 %
Administration publique, enseignement	10 065	+ 1,1 %	84,3 %	+ 1,3 %	+ 1,3 %	+ 1,8 %
Santé humaine et action sociale	23 490	+ 1,4 %	75,0 %	+ 1,4 %	+ 1,3 %	+ 1,4 %
Arts, spectacles et activités récréatives	4 410	-2,9 %	82,5 %	-2,7 %	-0,6 %	+ 1,4 %
Autres activités de services	7 885	+ 3,1 %	79,6 %	+ 2,6 %	+ 3,2 %	+ 1,6 %

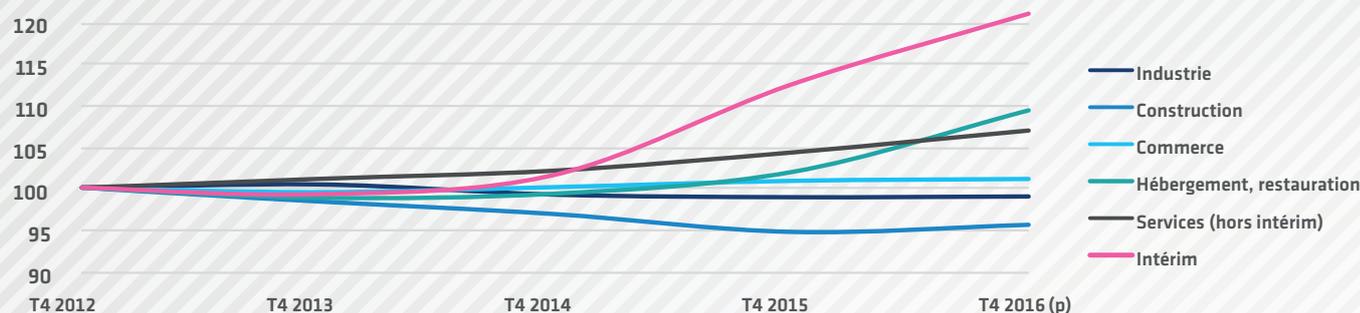
source : Acofs Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données brutes provisoires

L'emploi intérimaire par secteur d'activités à Nantes Métropole (données CVS)

	Effectifs au T4 2016 31/12/2016	Évolution trimestrielle (en %)	Évolution annuelle (en %)	Effectifs au T3 2016 30/09/2016	Évolution trimestrielle (en %)	Évolution annuelle (en %)
Emploi intérim total	7 840	-3,0 %	+ 12,2 %	8 083	+ 13,3 %	+ 24,6 %
Agriculture	23	-55,2 %	-52,3 %	51	+ 138,4 %	+ 34,6 %
Industrie	2 329	-4,2 %	+ 16,5 %	2 431	+ 9,2 %	+ 18,7 %
Construction	2 039	-13,3 %	-7,2 %	2 352	+ 10,4 %	+ 29,5 %
Commerce	981	+ 6,9 %	+ 3,0 %	918	+ 23,4 %	+ 0,3 %
Transport - logistique	910	+ 17,8 %	+ 51,8 %	772	+ 13,0 %	+ 54,3 %
Hébergement, restauration	63	-59,6 %	-62,6 %	157	+ 14,1 %	+ 36,6 %
Services	1 496	+ 6,6 %	+ 46,1 %	1 402	+ 18,1 %	+ 32,6 %

source : Pôle emploi - données corrigées des variations saisonnières - provisoires

L'emploi salarié privé à Nantes Métropole par secteur d'activités (base 100 au T4 2012)



source : Acofs Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données au T4, brutes et provisoires

CHÔMAGE ET DEMANDEURS D'EMPLOI

UN REcul DU NIVEAU DU CHÔMAGE ET DES INSCRITS À PÔLE EMPLOI AU DERNIER TRIMESTRE 2016

Le 4^{ème} trimestre 2016 est à nouveau marqué par une tendance baissière (ou de stabilité, selon les territoires) du niveau de chômage en France. En 2016, la zone d'emploi de Nantes renoue avec un taux de chômage inférieur à 8 %, ce qui n'était pas arrivé depuis l'année 2012. La métropole nantaise et les territoires de l'Ouest de la France, présentent toujours un profil plus favorable, avec 2 points de moins que la moyenne nationale, et bien en deçà des zones d'emploi de taille comparable.

Au cours du dernier trimestre 2016, la demande d'emploi poursuit sa baisse à Nantes Métropole. Initiée au début de l'année, et après une hausse continue de la demande d'emploi depuis début 2011, cette diminution s'élève à -3,5 % pour les catégories A, B et C et -7,3 % pour la seule catégorie A. Il s'agit

de la plus forte baisse trimestrielle enregistrée sur l'année, comparativement à 2015.

En France métropolitaine, l'amélioration se maintient également sur la catégorie A (-3 %). Néanmoins, la catégorie C connaît à nouveau une forte hausse (+8,7 %). En Loire-Atlantique et plus largement en Pays de la Loire, les indicateurs sont également plus favorables au T4 2016 (par rapport au T4 2015). Comme sur le reste de l'année 2016, les inscrits disposant d'un emploi précaire (catégorie C) progressent néanmoins à nouveau ce trimestre (+7 %).

A noter, la forte hausse (+19,1 % à Nantes Métropole, et +23,7 % nationalement) des inscrits en catégorie D ce trimestre, contribue à la diminution en catégorie A. Cela est lié au déploiement par les Régions, en lien avec les acteurs de l'emploi et de la formation du « Plan 500 000 ». Ce plan vise à doubler le nombre de formations au bénéfice des demandeurs d'emploi grâce à un soutien financier de l'État de 1 milliard d'euros.

Taux de chômage localisés en moyenne trimestrielle (CVS)

	Taux de chômage au T4 2016 (p)	Évolution trimestrielle (en pts de %)	Évolution annuelle (en pts de %)	Taux de chômage au T3 2016	Évolution trimestrielle (en pts de %)	Évolution annuelle (en pts de %)
Zone d'emploi de Nantes	7,8 %	-0,2	-0,5	7,9 %	-0,4	-0,7
Loire-Atlantique	8,1 %	-0,3	-0,6	8,2 %	-0,4	-0,7
Pays de la Loire	8,3 %	-0,3	-0,5	8,5 %	-0,3	-0,5
France	9,7 %	-0,1	-0,2	9,6 %	-0,3	-0,5
ZE Montpellier	13,0 %	stable	-0,1	12,8 %	-0,3	-0,8
ZE Marseille-Aubagne	12,4 %	+0,1	stable	12,0 %	-0,4	-0,7
ZE Lille	10,5 %	stable	-0,3	10,5 %	-0,2	-0,7
ZE Strasbourg	10,0 %	-0,1	-0,2	10,0 %	-0,2	-0,5
ZE Toulouse	9,7 %	-0,2	-0,6	9,9 %	-0,2	-0,6
ZE Bordeaux	9,7 %	-0,1	-0,3	9,7 %	-0,2	-0,5
ZE Lyon	8,9 %	stable	-0,2	8,8 %	-0,3	-0,5
ZE Rennes	7,7 %	stable	-0,3	7,7 %	-0,2	-0,4

source : Insee - données corrigées des variations saisonnières - provisoires

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois (DEFM)

	DEFM ABC T4 2016 31/12/2016	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)	DEFM A au T4 2016 31/12/2016	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)
Nantes Métropole	59 861	-3,5 %	-2 162	33 985	-7,3%	-2 672
Loire-Atlantique	117 751	-1,5 %	-1 833	63 960	-5,3%	-3 608
Loire-Atlantique hors NM	57 890	+0,6 %	+329	29 975	-3,0%	-936
Pays de la Loire	316 703	-1,0 %	-3 297	171 958	-5,2%	-9 369
Pays de la Loire hors NM	256 842	-0,4 %	-1 135	137 973	-4,6%	-6 697
France	5 546 692	-0,1 %	-5 057	3 529 605	-3,0%	-108 874

source : Pôle emploi - données brutes

Mémento

Catégorie A : demandeur d'emploi en fin de mois (DEFM) sans emploi, n'ayant exercé aucune activité au cours du mois et tenu de rechercher un emploi

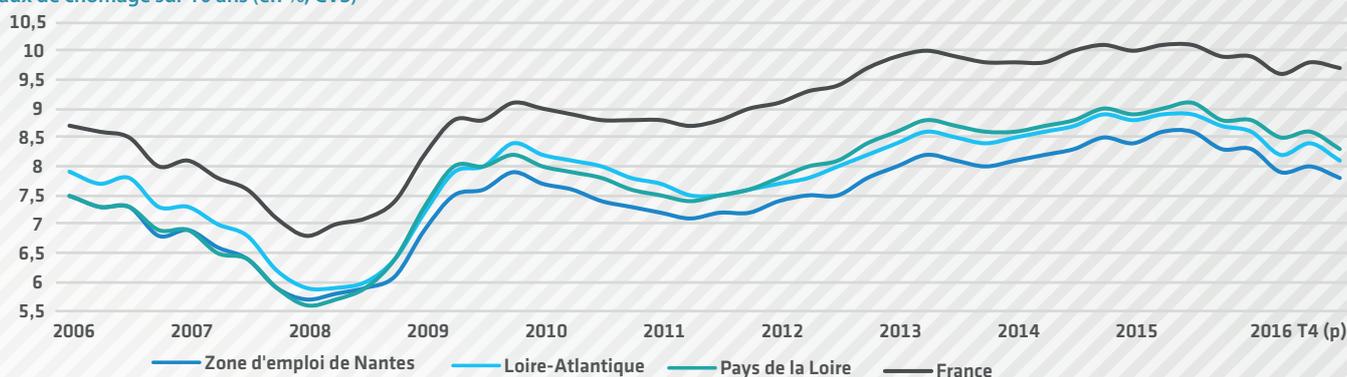
Catégorie B : DEFM sans emploi, ayant exercé une activité réduite courte au cours du mois (78h ou moins) et tenu de rechercher un emploi

Catégorie C : DEFM sans emploi, ayant exercé une activité réduite longue au cours du mois (plus de 78h) et tenu de rechercher un emploi

Catégorie D : DEFM sans emploi, non tenu de rechercher un emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...)

Catégorie E : DEFM non tenu de rechercher un emploi, en emploi répondant à un dispositif particulier (contrats aidés...)

Taux de chômage sur 10 ans (en %, CVS)



source : Insee - données corrigées des variations saisonnières - provisoires

LE 4^{EME} TRIMESTRE 2016 CLÔTURE UNE ANNÉE EN CONSTANTE AMELIORATION SUR L'ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI À NANTES METROPOLE

Au 31 décembre 2016, 68 024 personnes étaient inscrites à Pôle emploi sur la métropole nantaise, soit une diminution de 2,4 % par rapport à la même période en 2015. Cette baisse, pour le troisième trimestre consécutif renoue avec la situation d'avant la crise de la fin de 2008.

33 985 demandeurs d'emploi, soit un peu plus de la moitié des inscrits à Pôle emploi, relèvent de la catégorie A et diminuent de 7,3 % par rapport à décembre 2015. La demande d'emploi de catégorie A a continuellement décliné depuis le début de l'année 2016, avec un rythme s'accéléralant.

Néanmoins, la catégorie C pèse encore près du quart des inscrits et continue de progresser significativement (+4,7 % entre le T4 2015 et le T4 2016).

La hausse des inscrits en catégorie D contribue en partie à l'amélioration sur la catégorie A, mais dans une moindre mesure à Nantes Métropole que dans l'ensemble de la France.

Parmi les demandeurs de catégorie A, l'embellie concerne à nouveau en premier lieu les inscrits de moins de 25 ans, dont la diminution s'est amorcée à la fin de l'année 2015, et qui a pris de l'ampleur au cours de l'année 2016. Les inscrits de plus de 50 ans sont également en légère diminution, après plusieurs années de forte hausse. Les demandeurs d'emploi aux niveaux de diplôme les moins élevés (inférieur ou égal au baccalauréat) représentent presque les deux tiers de la demande d'emploi de catégorie A. Ils profitent également de cette amélioration au dernier trimestre.

Enfin, la timide embellie sur la demande d'emploi de longue durée (1 an et plus) amorcée au T3 2016 se confirme au dernier trimestre, avec -8,4 % par rapport au T4 2015. Ces demandeurs les plus fragiles, éloignés de l'emploi représentent encore 37 % de la demande de catégorie A, soit autant qu'en 2015 à la même période. Pour rappel, au T4 2009, la DEFM de longue durée en pesait « seulement » 25 %.

Demandeurs d'emploi en fin de mois à Nantes Métropole, par catégorie Pôle emploi

	Effectifs au T4 2016 31/12/2016	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)	Poids relatif / DEFM total
Total inscrits à Pôle emploi	68 024	-2,4 %	-1 669	100 %
DEFM de catégorie A	33 985	-7,3 %	-2 672	50 %
DEFM de catégorie B	9 085	-2,6 %	-241	13 %
DEFM de catégorie C	16 791	+4,7 %	+751	25 %
DEFM de catégorie D	3 903	+19,1 %	+626	6 %
DEFM de catégorie E	4 260	-3,0 %	-133	6 %

source : Pôle emploi - données brutes

Profil des demandeurs d'emploi de catégorie A à Nantes Métropole

	Effectifs au T4 2016 31/12/2016	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)	Poids relatif / DEFM A
DEFM A	33 985	-7,3 %	-2 672	100 %
Moins de 25 ans	4 727	-18,7 %	-1 084	14 %
Entre 25 et 49 ans	22 570	-6,1 %	-1 461	66 %
50 ans et plus	6 688	-1,9 %	-127	20 %
Hommes	18 089	-7,8 %	-1 524	53 %
Femmes	15 896	-6,7 %	-1 148	47 %
Demandeurs d'emploi de longue durée	12 677	-8,4 %	-1 155	37 %
Non DELD	21 308	-6,6 %	-1 517	63 %
BAC+3 et plus (niveau I et II)	7 583	-3,4 %	-270	22 %
BAC+2 (niveau III)	4 614	-5,7 %	-281	14 %
BAC et équivalents (niveau IV)	7 089	-8,2 %	-631	21 %
BEP/CAP/BEPC (niveau V)	9 996	-9,2 %	-1 017	29 %
Sans diplôme ou niveau collège (niveau VI et V bis)	4 511	-12,6 %	-648	13 %
Niveau de formation non déterminé	192	ns	+ 175	1 %
Bénéficiaires de l'obligation d'emploi	3 843	-6,3 %	-258	11 %
Non bénéficiaires de l'obligation d'emploi	30 142	-7,4 %	-2 414	89 %
Bénéficiaires RSA	7 338	-28,9 %	-2 984	22 %
Non bénéficiaires RSA	26 647	+1,2 %	+ 312	78 %

source : Pôle emploi - données brutes

INSERTION PROFESSIONNELLE

MOINS DE NOUVEAUX INSCRITS AU T4 2016 MAIS DES BESOINS TOUJOURS IMPORTANTS EN ACCOMPAGNEMENT

Au cours du 4^{ème} trimestre 2016, 5 087 jeunes ont bénéficié d'un suivi de la part de la Mission Locale de Nantes Métropole. 74 % de ces jeunes ont été reçus en entretien par un conseiller, et 20 % pour une première inscription. L'activité est globalement plus soutenue qu'en 2015 dans les actions d'accompagnement, comme sur le reste de l'année (+6,2 % pour l'année 2016)

Les nouveaux inscrits diminuent cependant en 2016 (-8,7 %), avec une très nette baisse sur le dernier trimestre (-16 %). Au total, 1 033 jeunes ont démarré un suivi à la Mission Locale au 4^{ème} trimestre 2016. Contrairement aux deux trimestres précédents, les très jeunes publics de moins de 18 ans sont moins présents, et les 18/22 ans représentent les deux-tiers des nouveaux inscrits. La part des publics très faiblement diplômés est aussi toujours très élevée puisque les deux-tiers disposent d'un niveau inférieur au baccalauréat.

Concernant les adultes, 1 589 personnes, dont 112 nouvellement inscrites, ont été accompagnées par le PLIE à Nantes Métropole au cours du 4^{ème} trimestre. Depuis le début de l'année 2016, le nombre de personnes accompagnées, ainsi que les nouvellement inscrits diminuent* (-5,2 % en accompagnement et -32 % sur les nouvellement suivis). On constate davantage de femmes parmi les nouveaux inscrits, par rapport aux trois premiers trimestres 2016.

Enfin, 1 902 personnes éloignées de l'emploi et bénéficiaires du RSA ont été accompagnées au sein des Unités emploi sur le territoire de Nantes Métropole dont 273 nouvellement inscrites. Ces dernières ont majoritairement moins de 45 ans (3 nouveaux inscrits sur 4) et sont faiblement diplômées (2/3 de niveau inférieur au baccalauréat). L'accompagnement en 2016 a également connu un repli de 10 % par rapport à 2015, et de 18 % sur les nouveaux inscrits, en partie lié à des raisons réglementaires et d'orientation des allocataires du RSA.

*Toutefois, cette baisse d'activité résulte non pas d'une diminution de la demande des publics, mais d'un redéploiement des missions du PLIE dans un contexte de resserrement financier, afin d'assurer un accompagnement de qualité.

Publics suivis par la Mission locale, le PLIE de Nantes Métropole et les Unités emploi

	Effectifs T4 2016 31/12/2016	Évolution annuelle (en %)	Effectifs T3 2016 30/09/2016	Évolution annuelle (en %)
Nombre de jeunes suivis par la Mission locale	5 087	+ 12,1 %	4 366	+ 0,4 %
dont nombre de jeunes reçus en entretien	3 740	+ 3,4 %	3 384	+ 1,8 %
dont nouveaux inscrits	1 033	-16,0 %	1 031	-2,7 %
Nombre de personnes accompagnées par le PLIE	1 589	-7,3 %	1 533	-7,9 %
dont nouveaux inscrits	112	-32,1 %	85	-48,2 %
Nombre de personnes accompagnées par les Unités emploi	1 902	-10,8 %	1 955	-13,1 %
dont nouveaux accompagnements	273	-11,9 %	241	-26,7 %

sources : Mission locale et Maison de l'emploi de Nantes Métropole - données provisoires

Nouveaux inscrits dans le service public de l'emploi à Nantes Métropole

	Mission Locale Effectifs T4 2016	Évolution annuelle (en %)	PLIE Effectifs T4 2016	Évolution annuelle (en %)	Unités emploi Effectifs T4 2016	Évolution annuelle (en %)
Nouveaux inscrits	1 033	-16,0 %	112	-32,1 %	273	-11,9 %
Moins de 18 ans	140	-18,6 %	NC	NC	NC	NC
Entre 18 et 22 ans	684	-14,2 %	NC	NC	NC	NC
Entre 23 et 26 ans	209	-19,9 %	NC	NC	NC	NC
Moins de 26 ans	NC	NC	16	+ 14,3 %	6	ns
Entre 26 et 44 ans	NC	NC	65	-35,0 %	191	-16,2 %
Entres 45 et 54 ans	NC	NC	19	-48,6 %	51	-15,0 %
55 ans et plus	NC	NC	12	-14,3 %	25	+ 31,6 %
Hommes	530	-19,2 %	49	-38,8 %	137	-11,6 %
Femmes	503	-12,4 %	63	-25,9 %	136	-12,3 %
BAC+3 et plus (niveau I et II)	49	-9,3 %	5	-37,5 %	28	+ 7,7 %
BAC+2 (niveau III)	50	-39,0 %	11	-35,3 %	24	-7,7 %
BAC et équivalents (niveau IV)	299	-15,3 %	17	-34,6 %	36	-43,8 %
BEP/CAP (niveau V)	136	-26,9 %	28	-24,3 %	71	-22,8 %
Sans diplôme ou niveau collège (niveau VI et V bis)	74	-22,9 %	29	-37,0 %	106	+ 11,6 %
Non renseigné, ou diplôme non reconnu	425	-7,4 %	22	-29,0 %	8	+ 14,3 %

sources : Mission locale et Maison de l'emploi de Nantes Métropole et Conseil départemental de Loire Atlantique - données provisoires

MARCHÉ DU TRAVAIL

DES BESOINS DE RECRUTEMENT PLUS NOMBREUX EN 2016

13 530 offres d'emplois émanant d'entreprises métropolitaines ont été enregistrées par Pôle emploi au cours du dernier trimestre 2016, soit presque 19 % de plus qu'en 2015 à la même période. Les besoins de recrutement exprimés par les entreprises ont ainsi progressé sur l'ensemble de l'année 2016, avec une hausse sensible sur le T4 2016.

Les besoins, exprimés par les entreprises auprès de Pôle emploi, sont particulièrement prégnants dans l'industrie (+ 270 offres, avec une reprise notamment dans l'énergie et l'assainissement) et dans les services à la sphère productive (+ 1 046 offres, principalement dans les métiers de la banque et sur des postes scientifiques et techniques).

Le nombre d'offres dans la sphère présentielle progresse également, dans les services et dans le secteur du tourisme et de la restauration.

Du côté des demandeurs d'emploi au 4^{ème} trimestre 2016, nombreux sont ceux qui recherchent des postes dans les services aux entreprises (entretien nettoyage), de logistique (magasinage, livraison, manutention) et dans les services à la population (garde d'enfant, services domestiques). Ces souhaits sont conformes à la tendance observée sur l'ensemble de l'année 2016, ce qui laisse supposer des difficultés à proposer des postes durables pour les candidats ou des compétences inadaptées aux postes proposés..

Mémento

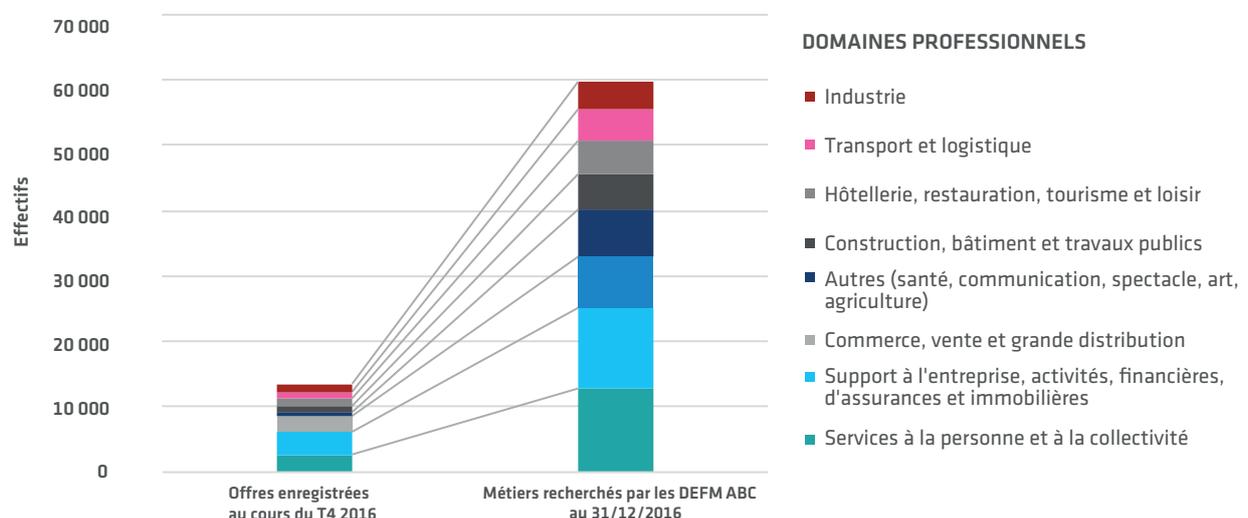
Il convient d'être prudent dans l'interprétation des dynamiques concernant les offres d'emploi et les métiers recherchés par les demandeurs. En effet, Pôle emploi, bien qu'acteur majeur, ne couvre pas l'intégralité du marché tant sur l'offre (autres plateformes recensant les offres, candidatures spontanées, réseaux...) que sur la demande (personnes en recherche d'emploi non inscrites à Pôle emploi).

Offres d'emploi enregistrées auprès de Pôle emploi à Nantes Métropole

	Effectifs au cours du T4 2016 01/10 à 31/12	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)
Offres d'emploi enregistrées (OEE)	13 530	+ 18,9 %	+ 2 150
Agriculture	33	- 10,8 %	- 4
Industrie	598	+ 81,8 %	+ 269
Construction	193	- 20,9 %	- 51
Commerce	821	+ 8,7 %	+ 66
Transport - logistique	260	+ 6,1 %	+ 15
Hébergement, restauration	819	+ 25,0 %	+ 164
Services à la sphère productive	7 315	+ 16,7 %	+ 1 046
Services à la sphère présentielle	3 491	+ 22,7 %	+ 645

source : Pôle emploi - données brutes

Offre et demande de travail vues par l'activité de Pôle emploi, sur le territoire de la métropole nantaise



source : Pôle emploi - données brutes

ZOOM SUR...

les besoins en recrutement des entreprises du numérique

Dans le cadre du Pacte Métropolitain pour l'Emploi de Nantes Métropole, les acteurs ont souhaité connaître les besoins en recrutement des entreprises du numérique ou des entreprises qui possèdent des fonctions numériques identifiées. Nantes Métropole et l'Observatoire Régional des Compétences Numériques piloté par ADN Ouest ont donc établi un partenariat afin d'élaborer une enquête terrain semestrielle auprès des entreprises de la métropole nantaise.

L'enquête porte sur 225 répondants, parmi lesquels 74 % sont des **entreprises prestataires** (entreprise dont le cœur d'activité est le service numérique). Les 26 % restants sont des **entreprises utilisatrices** (qui s'emparent du numérique comme outil permettant d'améliorer la performance de leur activité et qui disposent d'une direction dédiée et des compétences digitales).

Tendances...

- Les recrutements portent majoritairement sur des fonctions de **conception et développement** sur les **entreprises prestataires** et sur le **pilotage de projet** ou la communication dans les **entreprises utilisatrices**.
- Les personnes sont majoritairement recrutées sur des niveaux **Bac +4 / Bac+5**.
- Les canaux de recrutement envisagés sont en premier lieu les **réseaux professionnels** (en particulier pour les prestataires), les réseaux sociaux et les ressources internes (candidatures spontanées).



Au 1^{er} semestre 2016...

- 65 %** des entreprises répondantes déclarent avoir **augmenté ou maintenu leurs effectifs**. Le nombre d'embauches est estimé à **1 250**, émanant en grande partie des PME et ETI prestataires.
- 73 %** des entreprises déclarent avoir recruté des **profils très confirmés** (plus de 10 ans d'expérience) ou **confirmés** (au moins 5 ans d'expérience)
- Trois recrutés sur quatre proviennent de la région Pays de Loire (55% des bassins de Nantes et de Saint-Nazaire) et 11 % proviennent de la région Île de France.
- 55 %** des entreprises ont accueilli un ou plusieurs stagiaires ou alternants mais **seulement une entreprise sur 2 a transformé le stage ou l'alternance en emploi**.



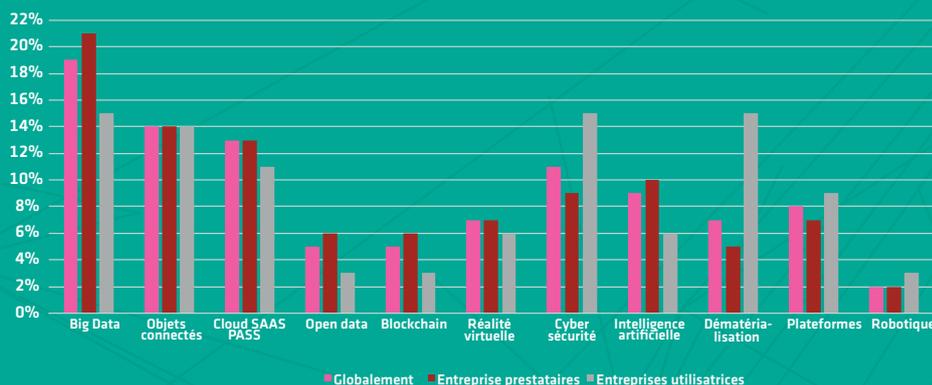
Perspectives sur les 6 prochains mois...

- 1 300 embauches** sont envisagées dans 157 entreprises. Les perspectives d'embauches sont plus fortes chez les entreprises prestataires qu'utilisatrices. Des embauches sont ainsi envisagées principalement sur des fonctions de conception et de développement, ouvertes aux profils débutants comme expérimentés, mais aussi sur le pilotage/management/ conseil et le commercial/marketing/communication, sur des profils plutôt confirmés.
- En matière de formation, **3 entreprises sur 5 ont prévu de former** leurs collaborateurs sur le prochain semestre (principalement dans les SSII/ESN), notamment sur les questions de gestion de projet et de méthodologies, ainsi que dans une moindre mesure sur les langages, les outils et les réseaux.
- Globalement, l'adéquation entre les offres d'emploi avec les compétences disponibles localement et les candidatures est difficile à réaliser pour les entreprises du numérique. **70 % déclarent que les profils des candidats ne correspondent pas aux attentes du postes**, et plus de la moitié estime qu'il existe une **pénurie de main d'œuvre localement**, en particulier chez les prestataires.

Dans les années à venir...

- 3 entreprises sur 4 envisagent de grandir** dans les trois ans à venir (90 % des entreprises prestataires).
- La tendance perçue est favorable et les entreprises perçoivent l'**arrivée de nouveaux métiers** tels que les « Data Scientist » (expert de la gestion et de l'analyse pointue de données massives « big data »), les « UX Designer » (qui conçoivent et améliorent les interfaces numériques en appliquant une démarche centrée sur l'utilisateur) ou encore les « Scrum Master » (qui animent les équipes projets de développement d'outils numériques).

Perception des entreprises sur l'avènement de nouveaux métiers du numérique



En savoir plus :
L'intégralité des résultats de l'enquête est disponible sur le site de l'ORCN.
On y retrouve également les résultats des enquêtes au niveau régional et sur le bassin nazarrien (Carene).
www.orcn.fr/etudes-numeriques/

DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

DES ENTREPRISES LIGÉRIENNES NETTEMENT PLUS SOLIDES EN 2016

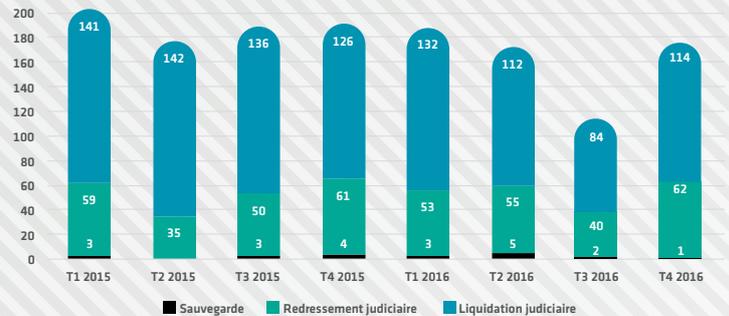
L'année 2016 a été marquée par une embellie économique dans la métropole nantaise. Les procédures collectives en 2016 ont été moins nombreuses qu'en 2015 (-12,9 %), dans un contexte également plus favorable au niveau national. Indicateur encourageant, les liquidations ont diminué de 19 % sur l'année 2016.

177 procédures collectives ont été jugées par le Tribunal de commerce au 4^{ème} trimestre 2016, soit 14 de moins qu'en 2015 à la même période, grâce aux défaillances moins nombreuses. Si elles évoluent favorablement, l'ensemble de ces procédures collectives a tout de même concerné 1 325 salariés (685 salariés de moins qu'en 2015).

On constate par ailleurs une nette amélioration de la capacité des entreprises à assurer leurs engagements en 2016. Les demandes de délais de paiement des cotisations sociales émanant des entreprises de Loire-Atlantique ont reculé de 14 % en 2016 et de 10 % sur le dernier trimestre. L'amélioration concerne tous les secteurs d'activités, bien que l'embellie soit plus timide dans l'industrie.

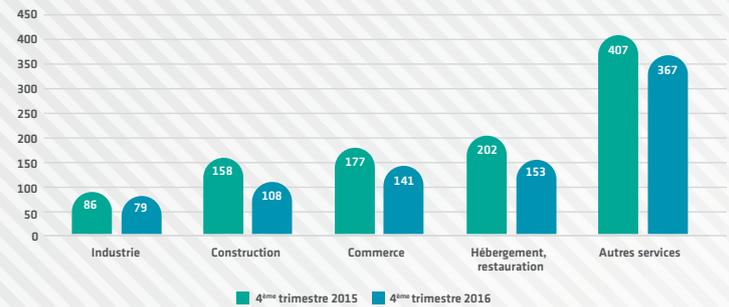
Enfin, les taux d'impayés se sont améliorés sur la fin de l'année. Néanmoins, encore près de 4 % des très petites entreprises ligériennes n'arrivent pas à s'acquitter de leurs obligations, 3 mois après la fin de l'année 2016.

Procédures collectives - jugements au tribunal de commerce de Nantes



source : Infogreffe

Demandes de délais de paiement des cotisations sociales des établissements employeurs de Loire-Atlantique par secteur d'activités



source : Acofs Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données provisoires

Taux d'impayés des cotisations sociales versées par les entreprises

	Zone d'emploi de Nantes		Loire-Atlantique		Pays de la Loire		
	Taux d'impayés	Évolution annuelle (en pts de %)	Taux d'impayés	Évolution annuelle (en pts de %)	Taux d'impayés	Évolution annuelle (en pts de %)	
Établissements de 10 salariés et plus (recouvrement mensuel)	30 jours après l'échéance de février 2017	0,86 %	-0,28	0,86 %	-0,29	0,96 %	-0,06
	30 jours après l'échéance du T4 2016	0,42 %	-0,86	0,47 %	-0,73	0,59 %	-0,62
	90 jours après l'échéance du T4 2016	0,32 %	-0,18	0,35 %	-0,13	0,44 %	-0,02
Établissements de moins de 10 salariés (recouvrement trimestriel)	30 jours après l'échéance du T4 2016	6,3 %	-0,32	6,4 %	-0,23	6,0 %	+0,15
	90 jours après l'échéance du T4 2016	3,9 %	-0,03	4,0 %	-0,13	3,5 %	-0,07

source : Acofs Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données provisoires

PERSPECTIVES D'EMBAUCHES

UNE AUGMENTATION SOUTENUE DES INTENTIONS D'EMBAUCHES AU DERNIER TRIMESTRE 2016, À L'IMAGE DE L'ENSEMBLE DE L'ANNÉE

89 645 déclarations préalables à l'embauche ont été déposées par des entreprises métropolitaines au dernier trimestre 2016. Presque 21 000 d'entre elles concernent des contrats de plus d'un mois, dont 13 % en CDI. Les intentions d'embauches progressent dans quasiment tous les secteurs d'activités par rapport à la même période en 2015.

Les entreprises de l'industrie semblent anticiper une activité accrue au dernier trimestre : environ +17 % tous types de contrats confondus, quand la progression n'excédait pas les +10 % sur les autres trimestres de l'année. Par ailleurs, les entreprises de l'énergie et de l'assainissement semblent vouloir également recruter, dans un contexte moins favorable dans ce secteur en 2016.

Côté services à la sphère productive, les besoins sont toujours nombreux (3 370 intentions de plus qu'à la même période en 2015 dans les activités spécialisées scientifiques et techniques). Néanmoins, une petite centaine seulement concerne des contrats en CDI.

La dynamique est également importante dans les métiers du tourisme et de la restauration, avec 8 430 intentions d'embauches sur de courtes missions de moins de 1 mois soit 24 % de plus qu'en 2015, et 2 850 intentions sur de plus longues missions (+14 %). Toutefois, la rotation de la main-d'œuvre est importante dans ce secteur.

On constate en revanche un léger ralentissement dans les intentions d'embauches dans l'administration (publique mais aussi sur les métiers du privé) et dans l'enseignement sur la fin de l'année 2016.

Les embauches anticipées par les entreprises (données brutes, hors intérim) à Nantes Métropole

	Intentions d'embauches > 1 mois T4 2016	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)	dont CDI (en %)	Intentions d'embauches < 1 mois T4 2016	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)
Intentions d'embauches	20 896	+ 10,3 %	+ 1957	13 %	68 747	+ 12,3 %	+ 7513
Industrie manufacturière	1 231	+ 17,5 %	+ 182	45 %	388	+ 16,5 %	+ 54
Eau - énergie - déchets	153	+ 25,4 %	+ 30	45 %	45	+ 136,8 %	+ 25
Construction	1 205	+ 14,5 %	+ 152	50 %	243	+ 12,0 %	+ 25
Commerce	3 504	+ 10,2 %	+ 323	26 %	3 780	+ 6,9 %	+ 244
Transport - logistique	1 057	+ 11,3 %	+ 106	31 %	912	-16,5 %	-181
Hébergement, restauration	2 854	+ 13,8 %	+ 344	18V%	8 432	+ 23,7 %	+ 1617
Information, communication	1 328	+ 1,8 %	+ 23	33 %	1 718	+ 4,4 %	+ 72
Finance, assurance, activités immobilières	1 019	+ 16,2 %	+ 141	37 %	383	-28,5 %	-154
Activités spécialisées, scientifiques, techniques	2 327	+ 16,1 %	+ 321	11 %	10 757	+ 39,4 %	+ 3039
Services administratifs, soutien	1 906	-2,5 %	-49	6 %	14 440	+ 2,0 %	+ 282
Administration publique, enseignement	868	-7,9 %	-75	7 %	1 796	+ 2,7 %	+ 46
Santé humaine et action sociale	1 991	+ 15,0 %	+ 259	7 %	10 045	+ 18,0 %	+ 1530
Arts, spectacles et activités récréatives	420	+ 15,1 %	+ 54	1 %	13857	+ 6,2 %	+ 814
Autres activités de services	1033	+ 14,9 %	+ 133	15 %	1951	+ 4,7 %	+ 87

source : Acoff Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données provisoires

ZOOM SUR... la conjoncture régionale vue par la Banque de France

Dans son enquête mensuelle réalisée en mars 2017, la Banque de France indique que le climat des affaires ressenti par les entreprises de l'industrie en Pays de la Loire est à nouveau plus élevé qu'en moyenne. Ce regain d'activité est observé dans l'ensemble des secteurs de l'industrie, avec tout particulièrement un redressement dans l'industrie agroalimentaire et dans la fabrication d'autres produits industriels, une accélération dans les équipements électriques et électroniques et le maintien à un haut niveau de la fabrication de matériel de transport. La demande interne de ces biens reste soutenue, ce qui contribue à un bon niveau des carnets de commandes, et à l'écoulement des stocks. Les prévisions de production à court terme sont favorables, malgré une tendance à la hausse des prix des matières premières.

En revanche, les entreprises des services voient leur confiance se dégrader en Pays de la Loire sur le dernier mois bien qu'elle soit à un niveau nettement au-dessus de la moyenne. L'activité se stabilise malgré une demande étrangère en hausse, dans le transport notamment. La réparation automobile est en forte hausse, et les transports et l'hôtellerie-restauration sont tout aussi dynamiques que les mois précédents. En revanche, les entreprises sondées dans les activités d'informatique et du conseil sont plus mitigées. Néanmoins, la situation des trésoreries demeure confortable, et les prévisions d'activité sont favorablement orientées dans ces secteurs, y compris à l'embauche.

Source : Banque de France des Pays de la Loire

VEILLE SECTORIELLE

Actualité économique à Nantes Métropole et dans sa zone d'emploi.

Il s'agit d'une sélection d'informations multi-sources (lettre API, journal des entreprises, Ouest France Entreprises...) qui ne se veut pas exhaustive.

Info embauches

INFORMATIQUE - WEB - INGÉNIERIE - TÉLÉCOMMUNICATIONS

350 à 400 recrutements en CDI sont anticipés par le groupe **Orange** dans l'Ouest sur l'année 2017, en particulier pour répondre aux besoins liés au déploiement du réseau fibre.

30 recrutements sont prévus en 2017 par **Syd Conseil**, la société de conseil et d'ingénierie informatique fondée par Yann Trichard, le nouveau président de la CCI Nantes Saint-Nazaire. La société prévoit également d'agrandir ses locaux à Saint-Herblain, de 350 m² qui portera la surface totale de ses bâtiments à 1.200-1.300 m².

100 postes à pourvoir en Ile-de-France, à Rennes et à Nantes chez **Proservia**. Les profils recherchés sont des consultants et experts, de profils ingénieurs ou architectes de niveau bac+4/5, jeunes diplômés ou expérimentés en matière d'infrastructures, d'ingénierie workplace, de virtualisation et de sécurité et réseau.

SQLI recrute 70 personnes. L'éditeur de logiciels coté en bourse recherche des développeurs et architectes de système d'information sur ses deux sites nantais.

Talend, le spécialiste de l'intégration de données poursuit son expansion nantaise. Ouvert début 2016, ce centre R&D héberge désormais une trentaine de salariés (ingénieurs informatiques ou en mathématique). **Ils devraient être une soixantaine d'ici à la fin 2017** et plus d'une centaine en 2018.

Alten, le groupe d'ingénierie et de conseil en technologie va recruter **250 nouveaux collaborateurs en 2017 dans l'Ouest** où il est implanté au travers de ses agences de Nantes et de Rennes.

20 recrutements sont et vont être lancés par **Mobiapps**, pour renforcer son équipe de 40 employés actuellement localisés à Nantes, Paris et Angers.

EMPLOI SAISONNIER OU TEMPORAIRE PRINTEMPS / ÉTÉ

1 300 postes à pourvoir pour la récolte du muguet. Les producteurs de muguet de la région nantaise et du Pays de Retz recherchent pour la mi-avril des personnes motivées pour effectuer la cueillette, le tri et le conditionnement du muguet.

Atlagel, le distributeur de surgelés et ses 40 camions frigorifiques ont rejoint le pôle Agroalimentaire Océane, dans des locaux neufs et plus grands. D'avril à septembre 2017, l'entreprise recrute des magasiniers pour préparer les commandes.

900 personnes vont être recrutées pour une mission ponctuelle à Gétigné, près de Clisson, en vue des élections présidentielles et législatives pour la mise sous pli. Les candidats doivent être disponibles du 2 au 4 mai et du 14 au 15 juin.

55 intérimaires sont recherchés par le groupe de travail Proman à Carquefou et Saint-Aignan de Grandlieu.

BANQUE - FINANCE - ASSURANCE

370 postes de chargés d'assistance saisonniers sont recherchés par **Fidélia** pour faire face au pic d'activité estivale sur ses plateformes d'assistance téléphonique. Les postes sont à pourvoir, pour une durée de 12 semaines consécutives, **de début juin à fin septembre 2017**, sur les sites de Nantes (130 postes), Tours (143 postes) et Saint-Cloud (96 postes).

TRANSPORT - RESEAUX - CONSTRUCTION - BTP

Le groupe immobilier **Nox** lance un plan de recrutement de **100 personnes** à Saint-Herblain, pour accompagner son développement, notamment à l'international, et sur ses activités de services clé en main.

La SNCF propose 400 postes à pourvoir en Pays de la Loire dans les différents métiers du groupe (conduite, maintenance, relation clients...). Un forum de l'emploi spécifique était organisé le 8 mars à Nantes.

SERVICES ET AIDES AUX PERSONNES

L'agence Atousages, entreprise de service d'aide à domicile propose **60 places de formation et 60 emplois** dans le secteur associatif dans la métropole nantaise.

62 emplois menacés chez **Carlson Wagonlit Travel**. Le groupe américain spécialiste du voyage d'affaires a annoncé un plan social visant à fermer plusieurs sites et à supprimer 132 emplois en France. Installée près du centre commercial Paridis, **la plateforme d'appel, devrait fermer fin octobre**.

Banque Populaire et Caisse d'Épargne vont fermer plus de 400 agences en France (sur 7 500), et **11 000 départs** à la retraite ou liés à la rotation naturelle des effectifs sont prévus dans les années à venir. **Un peu moins de deux départs sur trois seraient remplacés**.

Nov-BLM, l'équipementier pour les plateformes offshore à Carquefou, a annoncé un **plan social de 30 emplois en décembre**. Son voisin, **Sercel**, a mis **les 3/4 de ces 500 salariés au chômage technique** après avoir supprimé 74 emplois il y a un an.

Intermarché fermera à Malakoff en mars 2017 car il ne connaît pas le succès escompté. En 2015, l'enseigne avait dû licencier dix personnes, de vingt-cinq salariés au départ, l'effectif est tombé aujourd'hui à **14 personnes**.

Vet'Affaires a mis la clef sous la porte en septembre dernier. Les 250 salariés répartis dans les différents magasins du groupe de textile hard discount ont été licenciés et ont perçu des indemnités très faibles.

Info fermetures

Info implantations

Fonction support ouvre sa 3^{ème} agence à Nantes. Cette société grenobloise propose aux entreprises clientes d'externaliser auprès d'elle les fonctions achat, marketing et ventes, RH et prévoit de **créer 10 emplois à trois ans**.

Nantes Saint-Nazaire Développement a accompagné 90 nouvelles implantations d'entreprises en 2016, année record pour l'agence de développement économique. Ces implantations vont générer 1 359 emplois à échéance de trois ans. Les principaux pourvoyeurs d'emplois sont Compte Nickel (200 emplois), Manpower Group (100) et Atos (100).

INFORMATIQUE - WEB - TECHNOLOGIES

Qos Energy lève 3 millions d'euros à Nantes. L'éditeur de logiciel de la Chapelle-sur-Erdre connaît une forte croissance en France et à l'étranger. Il renforce son capital avec l'arrivée de ETF Partners et Go Capital, à hauteur de 3 millions d'euros.

Dronelis se rêve en leader des opérateurs de drones civils. La start-up nantaise se développe à Lyon et Bordeaux et vient de signer un **partenariat avec le groupe angevin Larivière**. Objectif : être dans le **top 3 des opérateurs de drones civils d'ici à 3 ans**.

Lumiplan, la société herblinoise spécialisée dans les systèmes d'information par affichage électronique, **rachète son concurrent italien Ameli et renforce son leadership en Europe**. L'entreprise est également **retenue au catalogue de la Centrale d'achat du transport public (CATP)** au terme d'un appel d'offre pour la fourniture des systèmes d'information voyageur visuels et sonores en embarqué, ainsi que la fourniture des bornes information voyageur au sol.

EP lève 3 M€ auprès de la MGEN pour accompagner le lancement d'Izigloo, son **carnet intelligent de gestion de la maison**, pour accompagner les utilisateurs dans leur gestion quotidienne, pour des travaux, pour les ventes/acquisition...

Les montres made in France d'**Akrone** séduisent le **fonds Courtin Investment** qui vient **d'entrer au capital** de cette jeune startup nantaise en pleine croissance, un an après son lancement.

Sparklane, éditeur de solution d'aide à la prospection commerciale basée sur l'intelligence artificielle, **boucle une levée de fonds de 4 M€**. Ce nouvel investissement porte le financement total de l'entreprise nantaise à 7 millions d'euros.

TOURISME - LOISIRS - RESTAURATION

Le marché de l'hôtellerie renoue avec la croissance. Selon une étude présentée conjointement par la CCI Nantes Saint-Nazaire et In Extenso, le marché connaît une **évolution globalement positive dans le Grand Ouest avec +7 % de chiffre d'affaire** sur le segment **économique** à Nantes et **+6 % sur le moyenne gamme** dans un contexte touristique morose suite aux attentats de 2015 et 2016. Le parc hôtelier de Bretagne et des Pays de la Loire comptait près de **1 600 hôtels** et un peu plus de **50 000 chambres** au 1^{er} janvier 2017.

Deliveroo, la société de livraison de plats cuisinés par des restaurants, présente à Nantes depuis novembre 2015, affirme avoir multiplié son activité par quatre en un an.

Le groupe **Bénéteau** a annoncé le lancement sur le site portuaire de Cheviré à Nantes, un département « **voile performance** » avec un **sacré chantier en perspective**. Le site est en cours de réhabilitation et le premier prototype devrait être mis à l'eau dès cet été. La **livraison des cinquante monotypes** de la classe Figaro (du même nom que sa célèbre course solitaire éponyme), tremplin incontournable pour le Vendée Globe, est attendue pour 2019.

AGROALIMENTAIRE

Miti, le producteur de crevettes et de produits de la mer préparés construit deux fois plus grand sur le Pôle Agroalimentaire Océane, afin d'**augmenter sa capacité de production**.

SANTE - BIOTECHNOLOGIES

Bénéficerecord pour Oseimmunothérapeutics en 2016. Spécialiste français de l'immunothérapie, la firme fait état d'un « résultat historique » de **21 M€ sur l'exercice 2016**. Ce résultat est lié à l'accord de licence conclu avec Jansen Biotech, qui a déclenché le versement d'un montant de 10 M€.

TELECOMMUNICATION - RESEAUX

Saferail a doublé son chiffre d'affaires, qui a atteint 13 M€. L'activité de la société d'ingénierie en signalisation ferroviaire a été portée notamment par les travaux des LGV Bretagne-Pays de Loire et Sud Europe Atlantique. Saferail **emploie 100 salariés** et vise sur cet exercice les 15 M€ et les 25 M€ en 2020.

IMMOBILIER - BTP

Le promoteur nantais **Réalités** a bouclé en temps record (un jour) une **émission obligataire d'1 M€** sur la plateforme de financement participatif Proxima. Réalités emploie **150 salariés** répartis sur 9 sites en France et a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 84,2 M€ en baisse de 3 %, mais avec un résultat net de 2,46 M€. Réalités a récemment annoncé la **sortie de l'investisseur américain Lexin** qui l'accompagnait depuis 2010.

Info international

Le groupe **Lacroix**, basé à Saint-Herblain, **entre au capital du sous-traitant électronique Firstronic LLC**, implanté dans le Michigan.

Akeneo lève 11 M€ pour accélérer à l'international. L'éditeur de logiciel rejoint iAdvize et Lengow dans le club très fermé des startups nantaises qui ont réussi à lever plus de 10M€. Akeneo a déjà ouvert des bureaux à Boston et Düsseldorf et **évoque une prochaine ouverture à Londres. Une trentaine de développeurs seront recrutés** et rejoindront les 70 salariés de l'entreprise.

Cedreo, éditeur nantais de logiciels 3D, s'apprête à **lancer l'une de ses solutions sur le marché américain**. Créée en 2005, Cedreo conçoit des logiciels pour valoriser les biens des spécialistes de la construction, de l'habitat et de l'immobilier.

MÉTHODOLOGIE & SOURCES

Présentation des données

Données brutes et données corrigées des variations saisonnières (CVS)
Glissement trimestriel / glissement annuel

Les données de ce document constituent des indicateurs de la conjoncture et de suivi de l'emploi, sur des séries statistiques de longue période, à récurrence trimestrielle. **Lorsqu'elles sont corrigées des variations saisonnières de l'emploi, elles permettent une comparaison avec les autres trimestres de l'année** (glissement trimestriel). En revanche, **lorsqu'elles sont brutes, la comparaison ne pourra se faire qu'annuellement** en comparant le trimestre courant au trimestre considéré de l'année précédente (glissement annuel).

Emploi salarié privé

source : Urssaf Acooss

Le champ du **secteur privé Acooss-Urssaf** couvre l'ensemble des entreprises employeuses du secteur concurrentiel, affiliées au régime général et exerçant leur activité en France (métropole et Dom hors Mayotte). Ce champ comprend **tous les secteurs d'activité économique à l'exception :**

- ❶ des établissements relevant du **régime agricole** (cotisants MSA)
- ❷ des **administrations publiques** (hors sécurité sociale)
- ❸ des établissements de **l'éducation non marchande**, relevant de l'Etat ou des collectivités locales et de la **santé non marchande**
- ❹ des **employeurs de salariés à domicile**

Les données de l'effectif salarié sont collectées à partir des déclarations des entreprises employeuses, dans le cadre du recouvrement des cotisations sociales par les Urssaf. **Cet effectif est mesuré à chaque fin de trimestre, chaque salarié déclaré compte pour un emploi, indépendamment de sa durée du travail et de ses conditions d'emploi.**

Les données publiées par l'Acooss sont **provisoires pour le trimestre étudié** et sont désaisonnalisées (CVS) pour corriger l'impact des fluctuations saisonnières de l'emploi. Elles peuvent être révisées compte tenu de cette désaisonnalisation et suite à des vérifications ou des révisions de déclarations de la part des entreprises.

Emploi intérimaire

source : Pôle emploi

Pôle emploi collecte auprès des établissements intérimaires de Nantes Métropole des données sur leur activité, qui lui permettent de construire un indicateur mensuel de l'emploi intérimaire en fin de mois, par secteur d'activité.

Taux de chômage localisé

source : Insee

Le taux de chômage localisé est une synthèse entre **l'enquête Emploi en continu de l'Insee** (qui mesure auprès d'un échantillon représentatif de la population française les concepts d'activité, chômage, emploi et inactivité tels qu'ils sont **définis par le Bureau international du travail**) et la source **Pôle Emploi** (nombre d'inscrits en fin de mois en tant que demandeurs d'emploi).

La méthode d'estimation des taux de chômage localisés repose sur l'estimation du chômage et de l'emploi **par zone d'emploi et par département (au niveau géographique le plus fin)**. Le chômage est estimé chaque trimestre, à partir du nombre de chômeurs national ventilé aux différents niveaux géographiques à partir de la structure des demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits à Pôle emploi. Chaque série ainsi obtenue est ensuite désaisonnalisée (corrigée des variations saisonnières).

Le **taux de chômage localisé est finalement calculé en rapportant le nombre de chômeurs (personnes en âge de travailler, sans emploi et en recherche active d'un emploi) à la population active estimée** (somme du nombre de chômeurs et de l'emploi estimés).

Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

source : Pôle emploi

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à Pôle emploi et ayant une demande au cours du dernier jour du mois et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi. Pôle emploi distingue les inscrits selon plusieurs catégories :

- ❶ **Catégorie A** : DEFM **sans emploi, n'ayant exercé aucune activité au cours du mois** et tenus de rechercher un emploi.
- ❷ **Catégorie B** : DEFM **sans emploi, ayant exercé une activité réduite courte au cours du mois** (78h ou moins) et tenus de rechercher un emploi.
- ❸ **Catégorie C** : DEFM **sans emploi, ayant exercé une activité réduite longue au cours du mois** (plus de 78h) et tenus de rechercher un emploi.
- ❹ **Catégorie D** : DEFM sans emploi, non tenus de rechercher un emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...).
- ❺ **Catégorie E** : DEFM non tenus de rechercher un emploi, en emploi répondant à un dispositif particulier (contrats aidés...)

Demandeurs d'emploi de longue durée : les DELD sont les personnes inscrites à Pôle emploi depuis un an ou plus.

À noter que le fait de s'inscrire à Pôle emploi est une démarche administrative. La situation des personnes qui s'inscrivent ne correspond pas directement aux critères statistiques définissant le chômage au sens du BIT. **La catégorie A se rapproche le plus de la définition du chômage au sens du BIT et mesuré dans l'enquête Emploi de l'Insee**, bien que ces deux notions se recoupent imparfaitement.

L'évolution des DEFM reflète principalement l'évolution de la situation sur le marché du travail. Cependant, d'autres éléments peuvent jouer, liés au caractère administratif de la démarche (modalités d'inscription/de réinscription/de radiation, réglementations et mesures d'accompagnement, règles d'attribution d'allocations...)

Publics accompagnés par le service public de l'emploi

source : Mission Locale, Maison de l'emploi et Conseil Départemental

Les dispositifs de **Maison de l'emploi, de Mission locale, de PLIE** sont des outils déployés et pilotés localement à l'échelle de Nantes Métropole. Ils permettent d'accompagner les demandeurs d'emplois **dans leur parcours d'insertion en complément des dispositifs nationaux**, portés par Pôle emploi notamment.

Les données relatives aux publics accueillis et accompagnés qui sont communiquées dans ce document ont un caractère provisoire, et sont généralement définitives 6 mois après la fin de la période considérée.

La Mission Locale accompagne les jeunes de 16 à moins de 26 ans.

L'indicateur « **nombre de jeunes suivis** » correspond au nombre de jeunes, sur la période :

- ❶ ayant eu au moins un entretien avec un conseiller
- ❷ ou ayant participé à un atelier
- ❸ ou ayant participé à une information collective
- ❹ ou ayant eu un contact téléphonique avec un professionnel

L'indicateur « **nombre de nouveaux inscrits** » correspond au nombre de jeunes dont le premier contact avec la Mission locale a eu lieu sur la période concernée.

La Maison de l'emploi de la métropole nantaise est un organisme local de l'emploi créé à l'initiative de Nantes Métropole, qui regroupe plusieurs dispositifs, dont le **Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)**, cofinancé par le **Fonds Social Européen (FSE)**. La principale fonction des PLIE est d'organiser des parcours d'insertion professionnelle pour des publics en difficulté :

- ❶ Chômeurs de longue durée
- ❷ Allocataires de minima sociaux
- ❸ Demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés
- ❹ Demandeurs d'emploi de + de 50 ans dits « Seniors »
- ❺ Travailleurs handicapés
- ❻ Tous publics en difficulté d'insertion sociale et professionnelle.

Le nombre d'accompagnements correspond au nombre de personnes suivies dans le cadre du dispositif PLIE au cours de la période concernée.

Enfin, le **Conseil Départemental de Loire-Atlantique pilote les Unités emploi qui accompagnent les allocataires du RSA en situation de recherche d'emploi**. Leur mission principale est d'assurer le suivi et la continuité des parcours d'insertion professionnelle.

Niveaux de diplômes

- **VI n'allant pas au-delà de la scolarité obligatoire** (16 ans)
- **V bis** d'une durée maximale d'un an après le collège
- **V** équivalent au CAP (certificat d'aptitude professionnelle), au BEP (brevet d'études professionnelles) ou au diplôme national du brevet (DNB, et anciennement brevet des collèges ou BEPC)
- **IV équivalent au bac** (général, technologique ou professionnel), au brevet de technicien (BT) ou au brevet professionnel
- **III équivalent à un niveau bac+2** : BTS (brevet de technicien supérieur) DUT (diplôme universitaire de technologie)
- **I et II équivalent à un niveau égal ou supérieur au Bac+3** (licence, maîtrise, ...)

Offre d'emplois enregistrée par Pôle emploi

source : Pôle emploi

Les données sur les offres d'emploi enregistrées permettent de mesurer **le niveau d'offre d'emploi émanant des entreprises et qu'elles ont transmis aux services de Pôle emploi**.

À noter que ces offres ne couvrent donc pas l'intégralité du marché ouvert, c'est-à-dire l'ensemble des offres accessibles à tous, dans une agence ou sur le site de Pôle Emploi, ou sur d'autres portails/média (Apec, leboncoin, météjob, indeed, régionjob, monster) ou en agence d'intérim.

Cet indicateur ne donne pas d'information sur les offres liées au marché caché, qui regroupent les offres qui ne sont pas rendues publiques car pourvues grâce à des candidatures spontanées adressées aux entreprises par les personnes en recherche d'emploi, ou grâce aux réseaux de ces derniers, professionnels ou personnels.

Taux d'impayés / demandes de délais

source : Urssaf Acoss

Le taux d'impayés, ou taux de restes à recouvrer (RAR), mesure la **part des cotisations déclarées dans le mois restant impayée**. Il est observé à **30 jours (et peut témoigner d'éventuels retards de trésorerie) et à 90 jours après l'échéance (et peut témoigner de difficultés plus durables)**.

La déclaration s'effectue mensuellement pour les entreprises de plus de 10 salariés, et trimestriellement pour les entreprises de moins de 10 salariés.

En cas de difficultés de paiement, les entreprises peuvent demander aux Urssaf de leur accorder un délai pour s'acquitter de leurs cotisations.

Procédures collectives - défaillances d'entreprises

source : Infogreffe et Tribunal de commerce de Nantes

Une entreprise est en situation de **défaillance** ou de dépôt de bilan à partir du moment où une **procédure de redressement judiciaire** est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de **cessation de paiement**. Les procédures collectives peuvent prendre plusieurs formes en fonction des perspectives de poursuite d'activité.

La sauvegarde : l'entreprise n'est pas en état de cessation de paiements, mais ne peut surmonter seule ses difficultés. Le tribunal va mettre en place un plan de sauvegarde facilitant la réorganisation de l'entreprise.

Le redressement judiciaire : l'entreprise est en état de cessation de paiement et n'est plus en mesure de payer ses dettes courantes. Le tribunal de commerce va mettre en place un plan destiné à poursuivre l'activité, maintenir l'emploi et apurer le passif.

La liquidation judiciaire : l'entreprise est en état de cessation de paiement et n'est plus en mesure de payer ses dettes courantes. Son redressement est manifestement impossible, le tribunal va donc liquider l'entreprise et ses actifs.

Déclarations préalables à l'embauche / Intentions d'embauches

source : Urssaf Acoss

Les déclarations préalables à l'embauche sont une **formalité administrative obligatoire liée à l'embauche** et qui doit être adressée à l'Urssaf indépendamment de la durée et la nature du contrat de travail. **Les intentions d'embauche de plus d'un mois, concernent les CDI et les CDD d'une durée supérieure à 31 jours**.

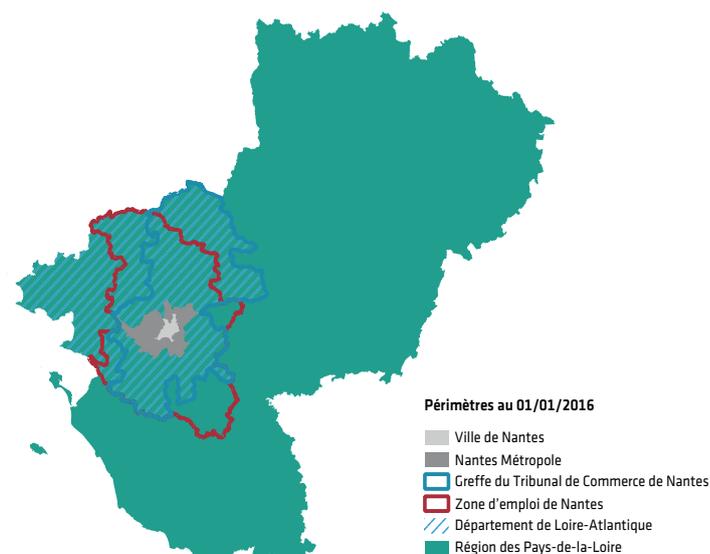
Indicateur du climat des affaires

source : Banque de France

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une **variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion**.

En hausse, cet indicateur traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. Plus sa valeur est élevée, plus le jugement des informateurs est favorable.

La méthode employée consiste en une Analyse en Composante Principale à partir de données (**carnet de commandes, stocks, production, prix...**) corrigées des variations saisonnières et des jours d'ouvertures, lissées sur 5 mois.



UN DOCUMENT SYNTHÉTIQUE POUR TÉMOIGNER DE LA CONJONCTURE SUR LA MÉTROPOLE NANTAISE

Cette publication de données de conjoncture présente une vision synthétique et régulière du marché du travail et de la vie économique du territoire de la métropole nantaise.

Les travaux d'analyse de la conjoncture sont peu nombreux à l'échelle infra-régionale, et demandent de mobiliser des partenariats auprès de nombreux organismes pour obtenir des données fines et récurrentes sur l'échelon infra-régional.

Témoignage d'une dynamique positive d'ouverture et de partage, ce document s'appuie sur une sélection d'indicateurs à l'échelle locale de la zone d'emploi de Nantes et de Nantes Métropole, alimentés par les établissements producteurs de données publiques et par les partenaires de l'observatoire, dont nous souhaitons saluer la collaboration et l'implication :

- l'Urssaf des Pays de la Loire
- Pôle emploi des Pays de la Loire
- l'Insee des Pays de la Loire
- le Tribunal de Commerce de Nantes
- la Banque de France des Pays de la Loire
- la Maison de l'emploi de Nantes Métropole
- la Mission locale de Nantes Métropole
- le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)
- le Conseil Départemental de Loire-Atlantique
- ADN Ouest

L'analyse a été partagée auprès du groupe de travail intégrant tous les partenaires de la démarche, que nous remercions également pour leurs précieuses contributions.

Insee – Conjoncture Pays de la Loire n°14 – avril 2017 « Accélération au quatrième trimestre »
www.insee.fr

Urssaf des Pays de la Loire – Stat'ur n°22 – avril 2017 « 5 300 emplois créés dans la région au 4^{ème} trimestre »
www.acoss.fr

Pôle emploi des Pays de la Loire – février 2017
« les demandeurs d'emploi en obligation d'emploi, situation au 31/12/2016 »
« marché du travail en Loire-Atlantique, situation au 28/02/2017 »
« l'emploi intérimaire, note mensuelle Pays de la Loire, situation au 31/12/2016 »
« les licenciements économiques, note mensuelle Pays de la Loire, situation au 31/01/2017 »
www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr

Banque de France des Pays de la Loire – Tendances régionales – mars 2017 « la conjoncture en Pays de la Loire, enquêtes mensuelles » et « Bilan 2016 - Perspectives 2017 »
www.banque-france.fr

Ores – Note de conjoncture n°76 – février 2017 « Progression de l'activité économique, croissance de l'emploi intérimaire »
www.ores.paysdelaloire.fr

Dossier réalisé par Mathilde Loget (Chef de projet - Auran) avec l'appui de l'équipe de l'Auran et de Sandrine Logaridis (Nantes Métropole)

Pour aller plus loin